



PREFECTURE DU FINISTERE

Direction des libertés publiques
Bureau des élections et des libertés publiques
42, boulevard Duplex
29320 QUIMPER Cédex
tél : 02.98.76.28.53
pref-associations@finistere.gouv.fr

Le numéro W294005803
est à reporter dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W294005803

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;
Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

Le Préfet du Finistère

donne récépissé à **Monsieur le Président**
d'une déclaration en date du : **17 Juin 2014**
faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

SECOUTOURISME

dont le siège social est situé : 7 impasse Saint Jean de la Mer
29900 Concarneau

Décision prise le : **18 mai 2014**

Pièces fournies : liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Quimper, le 17 juin 2014

Pour le préfet et par délégation,
Pour le Préfet
Le chef de bureau

Laurent CALBOURDIN

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - et 5.6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al.1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 79-17 du 6 janvier 1979 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.